



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA  
93 boulevard de la Seine - 92006 NANTERRE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA**

93 boulevard de la Seine - 92006 NANTERRE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage - CESFA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 16 juin 2025

KPMG SA



140307025 10054

Signé par **Thierry Champion**

Thierry Champion

Associé



## CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

---

### COMPTES ET ANNEXES 2024

**Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901**

**Siège social : 93 Boulevard de la Seine - 92 000 NANTERRE**

## Table des matières

1.	BILAN ET COMPTE DE RESULTAT .....	3
2.	FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE .....	6
3.	MÉTHODES COMPTABLES .....	6
3.1	Immobilisations corporelles et incorporelles .....	7
3.2	Immobilisations financières .....	7
3.3	Créances et dettes .....	7
3.4	Disponibilités .....	7
3.5	Provisions.....	7
3.6	Subventions.....	7
4.	ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN .....	8
4.1	Les immobilisations.....	8
4.2	Les créances .....	9
4.3	La trésorerie .....	9
4.4	Les charges constatées d'avance .....	9
4.5	Les fonds propres .....	10
4.6	Les provisions pour risques et charges .....	10
4.7	Les dettes .....	10
4.8	Les produits constatés d'avance .....	11
5.	ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT .....	12
5.1	Les charges.....	12
5.2	Les produits.....	13
5.3	Le résultat.....	13
6.	INFORMATIONS DIVERSES CONCERNANT LES DIRIGEANTS.....	13
7.	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	14

## 1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

CESFA : Bilan Actif au 31/12/2024

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 267	1 267		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 253 316	2 091 905	161 411	238 635
Immobilisations corporelles en cours				*
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>Total I</b>	2 254 583	2 093 172	161 411	238 635
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 771 865	1 000	2 770 865	3 816 087
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	5 203 925		5 203 925	3 925
Disponibilités	801 398		801 398	593 709
Charges constatées d'avance				
<b>Total II</b>	8 777 187	1 000	8 776 187	4 413 721
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>11 031 770</b>	<b>2 094 171</b>	<b>8 937 599</b>	<b>4 652 356</b>

CESFA : Bilan Passif au 31/12/2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	62 049	62 049
Réserves statutaires ou contractuelles		
Autres		
Report à nouveau	294 349	212 295
Excédent ou déficit de l'exercice	65 294	82 054
<b>Situation nette (sous total)</b>	421 692	356 398
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	141 441	238 635
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	563 133	595 033
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
<b>Total III</b>		
<b>Fonds dédiés</b>		
<b>Total III bis</b>		
<b>DETTES</b>		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	7 138 155	3 075 366
Dettes fiscales et sociales	2 635	2 315
Autres dettes	383 118	250 265
Produits constatés d'avance	850 557	729 377
<b>Total IV</b>	8 374 465	4 057 323
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>8 937 599</b>	<b>4 652 356</b>



**CESFA : Compte de résultat au 31/12/2024**

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de service	7 071 002	7 141 154
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	276 496	531 849
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Autres produits	1	2
<b>Total I</b>	<b>7 347 499</b>	<b>7 673 005</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	7 307 239	7 574 303
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	128 433	139 957
Dotations aux provisions	1 000	23 973
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges		2
<b>Total II</b>	<b>7 436 671</b>	<b>7 738 234</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-89 172</b>	<b>-65 229</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	10 978	9 642
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
<b>Total III</b>	<b>10 978</b>	<b>9 642</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total IV</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>10 978</b>	<b>9 642</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-78 195</b>	<b>-55 588</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	547	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	145 577	139 957
<b>Total V</b>	<b>146 124</b>	<b>139 957</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>146 124</b>	<b>139 957</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 635	2 315
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>7 504 600</b>	<b>7 822 603</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>7 439 306</b>	<b>7 740 549</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>65 294</b>	<b>82 054</b>

## CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

Les comptes annuels présentés ci-dessous sont le reflet de l'activité de l'association CESFA créée le 28 février 1998, par l'association CESI et l'ESTP.

Elle est l'organisme gestionnaire du centre de formation d'apprentis du CESFA dispensant quatre formations :

- la formation d'ingénieur-e spécialité BTP,
- la formation « Gestionnaire en Maintenance et Support Informatique » (GMSIA),
- la formation de « Manager des Systèmes d'Information » (MSIA) qui est déclinée depuis 2021 en 2 titres qui permettent de valoriser ses spécialités techniques (MICS - Manager en Infrastructures et Cybersécurité des Systèmes d'Information et MAALSI - Manager en Architecture et Applications Logicielles des Systèmes d'Information)
- et depuis la rentrée 2021, la formation Bachelor en Sciences et en Ingénierie spécialité BTP (BIM)

Ces quatre formations sont déclinées sur le centre CESI Ile de France situé à Nanterre (92).

## **2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

L'année 2024 a été marquée par un contexte économique et géopolitique international instable. D'une part la guerre en Ukraine qui a commencé en février 2022, se poursuit. D'autre part, l'escalade du conflit israélo-palestinien depuis octobre 2023 a eu des répercussions régionales et mondiales, augmentant les tensions au Moyen-Orient et suscitant des préoccupations concernant la stabilité et la sécurité dans la région.

N'ayant pas d'activité dans les régions concernées par ces conflits, l'Association n'est donc pas directement impactée.

## **3. MÉTHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices

Le CESFA a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du PCG et les prescriptions des règlements ANC 2018-06 et ANC 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

### 3.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Agencements et Installations 10 ans
- Matériel et Mobilier 5 ans
- Matériel informatique et Logiciel 3 ans

### 3.2 Immobilisations financières

Néant.

### 3.3 Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 3.4 Disponibilités

Les liquidités disponibles ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### 3.5 Provisions

Néant.

### 3.6 Subventions

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées dans les comptes de la période concernée. Le cas échéant, la quote-part des subventions à recevoir ou perçues d'avance est constatée en fin d'exercice.

Les subventions d'investissement sont rapportées au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des immobilisations concernées.

## 4. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

### 4.1 Les immobilisations

Au 31 décembre 2024, l'actif immobilisé se chiffre à 2 254 583 €.

Compte tenu des dotations aux amortissements de l'exercice de 128 433 €, le cumul des amortissements s'élève à 2 093 172 €.

La valeur nette de l'ensemble des immobilisations représente **161 411 €**

Variation des immobilisations incorporelles et corporelles au 31/12/2024 :

Libellé du compte	Compte au bilan	Valeur au début de la période	Augmentation		Diminution		Valeur à la fin de l'exercice
			Acquisition	Virt. de poste	Régularisation facture (avoir)	Virt. de poste	
Logiciels	20510000	1 267	-	-	-	-	1 267
<b>Sous totaux immo. incorporelles</b>		<b>1 267</b>	-	-	-	-	<b>1 267</b>
Installations générales, agencements	21810000	1 610 261	-	-	-	-	1 610 261
<b>Sous totaux agencement</b>		<b>1 610 261</b>	-	-	-	-	<b>1 610 261</b>
Mobilier de bureau	21830000	-	-	-	-	-	-
Matériel pédagogique	21831000	325 213	-	-	-	-	325 213
Matériel de bureau non pédagogique	21832000	-	-	-	-	-	-
Matériel pédagogique	21833000	-	-	-	-	-	-
Matériel informatique pédagogique	21834000	72 158	51 209	-	-	-	123 366
Matériel informatique non pédagogique	21835000	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau	21840000	-	-	-	-	-	-
Mobilier de bureau pédagogique	21841000	194 476	-	-	-	-	194 476
Matériel informatique	21860000	-	-	-	-	-	-
Divers	21880000	-	-	-	-	-	-
<b>Sous totaux matériel et mobilier</b>		<b>591 847</b>	<b>51 209</b>	-	-	-	<b>643 055</b>
Immobilisations en cours	23200000	-	-	-	-	-	-
<b>Sous totaux immo. corporelles</b>		<b>2 202 107</b>	<b>51 209</b>	-	-	-	<b>2 253 316</b>
<b>Totaux</b>		<b>2 203 374</b>	<b>51 209</b>	-	-	-	<b>2 254 583</b>

Variation des amortissements au 31/12/2024 :

Libellé du compte	Compte au bilan	Valeur au début de la période	Augmentation		Diminution		Valeur à la fin de l'exercice
			Acquisition	Virt. de poste	Cession ou mise au rebut	Virt. de poste	
Amort. logiciels	28051000	1 267	-	-	-	-	1 267
<b>Sous totaux amort. immo. incorporelles</b>		<b>1 267</b>	-	-	-	-	<b>1 267</b>
Amort. installations générales, agencements	28181000	1 488 004	21 557	-	-	-	1 509 561
<b>Sous totaux amort. agencement</b>		<b>1 488 004</b>	<b>21 557</b>	-	-	-	<b>1 509 561</b>
Amort. mobilier de bureau	28183000	-	-	-	-	-	-
Amort. matériel pédagogique	28183100	246 906	55 195	-	-	-	302 101
Amort. matériel de bureau non peda.	28183200	-	-	-	-	-	-
Amort. matériel pédagogique	28183300	-	-	-	-	-	-
Amort. matériel informatique peda.	28183400	59 787	25 979	-	-	-	85 766
Amort. matériel informatique non peda.	28183500	-	-	-	-	-	-
Amort. matériel de bureau	28184000	-	-	-	-	-	-
Amort. mobilier de bureau pédagogique	28184100	168 775	25 701	-	-	-	194 476
Amort. matériel informatique	28186000	-	-	-	-	-	-
Amort. divers	28188000	-	-	-	-	-	-
<b>Sous totaux amort. matériel et mobilier</b>		<b>475 468</b>	<b>106 875</b>	-	-	-	<b>582 343</b>
<b>Sous totaux amort. immo. corporelles</b>		<b>1 963 472</b>	<b>128 433</b>	-	-	-	<b>2 091 905</b>
<b>Totaux</b>		<b>1 964 739</b>	<b>128 433</b>	-	-	-	<b>2 093 172</b>

## 4.2 Les créances

ACTIF au 31/12/2024	Créances à moins d'un an	Créances à plus d'un an	Total
Créances de l'actif immobilisé	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	2 745 530	25 335	2 770 865
Autres créances	-	3 925	3 925
<b>TOTAL</b>	<b>2 745 530</b>	<b>29 260</b>	<b>2 774 790</b>

Au 31 décembre 2024, les créances sont les suivantes :

- Produits OPCO à recevoir	2 494 472 €
- Produits Entreprises à recevoir	277 393 €
- Subvention d'équipement à recevoir	3 925 €
- Client douteux	- 999 €

**TOTAL DES CRÉANCES** **2 774 790 €**

## 4.3 La trésorerie

La trésorerie disponible auprès de la banque CIC se décompose de la manière suivante au 31 décembre 2024 :

- Compte courant bancaire	274 137 €
- Compte sur livret	527 261 €

**Soit une trésorerie totale de** **801 398 €**

## 4.4 Les charges constatées d'avance

Néant.

# CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

## 4.5 Les fonds propres

Fonds propres	Au 01/01/2024 avant affectation de résultat	Mouvements enregistrés en 2024	Solde au 31/12/2024
Fonds social	-	-	-
Réserves d'investissements	62 049	-	62 049
Report à nouveau	212 295	82 054	294 349
Résultat exercice antérieur	82 054	-	-
Résultat de l'exercice	-	65 294	65 294
Subventions d'équipements nettes	238 635	-	141 441
<b>Fonds propres</b>	<b>595 033</b>	<b>-</b>	<b>563 133</b>

Subventions d'équipement	Au 01/01/2024 avant affectation de résultat	Subventions reçues	Quote part de subvention	Subventions Soldées	Au 31/12/2024
Subventions d'équipements reçues de l'Etat	107 787	-	-	-	107 787
Subventions d'équipements reçues Région	1 150 899	-	-	-	1 150 899
Subventions d'équipements reçues Taxe apprentissage	848 801	24 410	-	-	873 211
Subventions d'équipements reçues Organisme gestionnaire	95 887	-	-	-	95 887
Subventions d'équipements reçues pour immo. en cours	-	-	-	-	-
Subventions d'équipements inscrites au résultat	1 964 739	-	121 604	-	2 086 344
<b>Solde subventions d'équipement</b>	<b>238 635</b>	<b>24 410</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>141 441</b>

## 4.6 Les provisions pour risques et charges

Néant.

## 4.7 Les dettes

PASSIF au 31/12/2024	Dettes à moins d'un an	Dettes à plus d'un an	Total
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>			
Fournisseurs Biens et services	-	-	-
Fournisseurs immobilisations	-	-	-
Fournisseurs F.N.P. Biens et services	7 138 155	-	7 138 155
Fournisseurs F.N.P. Immobilisations	-	-	-
<b>Dettes fiscales et sociales</b>			
Etat IS	2 635	-	2 635
Etat TVA	-	-	-
Etat Autres	-	-	-
<b>Autres dettes</b>			
Clients R.R.R à accorder	241 242	-	241 242
Taxe apprentissage perçue d'avance	-	-	-
Créditeurs divers	141 876	-	141 876
<b>TOTAL</b>	<b>7 523 908</b>	<b>-</b>	<b>7 523 908</b>

## CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

Au 31 décembre 2024, les dettes sont les suivantes :

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés 7 138 155 €

Ces dettes concernent principalement des factures non parvenues liées à des honoraires de commissariat aux comptes, à la sous-traitance du prestataire CESI ou des frais bancaires.

A noter que 5,2 M€ d'acomptes ont déjà été effectués au partenaire CESI.

- Dettes fiscales et sociales 2 635 €

- Autres dettes 383 118 €

Il s'agit :

- de clients créditeurs (56 461 €),
- d'avoirs à établir aux OPCO (241 242 €)
- de la mobilité internationale (85 080 €)
- du montant à rembourser sur le projet MONA (- 587€)
- d'autres avoirs à établir non soumis à TVA (3 067 €)
- ainsi que des avances stagiaires (- 2 145 €).

**TOTAL DES DETTES 7 523 908 €**

### 4.8 Les produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent les facturations effectuées à nos clients pour les formations sur plusieurs exercices.

PASSIF	2024	2023
Entreprises Individuels	24 683	1 792
Organismes Collecteurs	825 875	727 585
Autres produits publics	-	-
Autres produits constatés d'avance	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>850 557</b>	<b>729 377</b>

## **5. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT**

### **5.1 Les charges**

L'ensemble des formations par apprentissage du Groupe Cesi sont portées par l'Association Cesi.

Les modalités financières prévoient que CESI facture le CESFA sur la base d'un coût par apprenti rapporté aux effectifs pondérés.

Au titre de l'exercice 2024, la facturation des formations par apprentissage par l'Association CESI, tous diplômes confondus, s'élève à 7 143 936 € soit 7 059 964 € au titre des quatre formations et 83 972 € au titre du projet MONA.

#### Formation Ingénieur BTP

La facturation de la formation ingénieur BTP s'est élevée à 5 337 927 € soit 9 723 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 549 apprentis.

#### Formation GMSIA

La facturation de la formation GMSIA s'est élevée à 422 154 € soit 8 982 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 47 apprentis.

#### Formations MICSI / MAALSI

La facturation des formations MICSI / MAALSI s'est élevée à 834 960 € soit 10 437 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 80 apprentis.

#### Formation BACHELOR

Compte tenu de la convention signée le 02/04/2024 entre CESI et CESFA, la facturation de la formation BSI BIM s'est élevée à 47 770 €.

Compte tenu de la convention signée le 05/10/2021 entre ENSA PLV, CESI et CESFA, la facturation de la formation BACHELOR BIM s'est élevée à 201 237 €.

Compte tenu de la convention signée le 01/09/2023 entre ENSA PLV, CESI et CESFA, la facturation de la formation BACHELOR BIM s'est élevée à 193 038€.

Compte tenu de la convention signée le 02/05/2024 entre ENSA PLV, CESI et CESFA, la facturation de la formation BACHELOR BIM s'est élevée à 22 878€.



## CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE

### Charges directes CESFA

Les charges engagées directement par l'association CESFA représentent :

-	Honoraires des commissaires aux comptes	22 820 €
-	Dotations aux amortissements	128 433 €
-	Dotations provisions dépréciations des créances	999 €
-	Autres services extérieurs	3 372 €
-	Agios et frais bancaires	3 595 €
-	Primes d'assurance	9 694 €
-	Cotisations urssaf	1 505 €
-	Cotisations et charges diverses	7 736 €
-	Frais annexes stagiaires (mobilité internationale)	114 580 €
-	Impôts	2 635 €
	Total	295 370 €

**TOTAL DES CHARGES** **7 439 306 €**

### 5.2 Les produits

Les produits du CESFA sont constitués des éléments suivants :

-	Prises en charges des OPCO	6 458 844 €
-	Subvention MONA	68 790 €
-	Produits des entreprises	352 368 €
-	Produits divers	35 498 €
-	Subvention région IDF	207 706 €
-	Frais annexe stagiaires (mobilité internationale)	188 404 €
-	Frais référent mobilité	71 387 €
-	Quote part de subvention d'investissement	121 604 €

**TOTAL DES PRODUITS** **7 504 600 €**

### 5.3 Le résultat

L'exercice laisse apparaître un résultat positif de **+65 294 €**

## **6. INFORMATIONS DIVERSES CONCERNANT LES DIRIGEANTS**

En application de l'article article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, aucun des administrateurs de l'association ne perçoit de rémunération au titre de son mandat.

## **7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Les états financiers de l'association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2024, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.